

Pour une poignée de dollars

Par Laurent Lapierre

Le cinéma québécois, depuis une vingtaine d'années, a profité d'une aide soutenue de la part des gouvernements, grâce à laquelle l'industrie s'est radicalement fortifiée et a connu beaucoup de succès. Aujourd'hui, même si sa situation n'est pas idéale, notre cinéma rayonne sur les écrans du monde. Ici même, les entrées pour les films québécois dépassent celles des films américains.

Les gouvernements ont le pouvoir de changer une industrie. Ils peuvent le faire pour «une poignée de dollars».

Depuis quelques semaines, la question du financement des festivals retient l'attention.

La question a une portée plus vaste. Le soutien aux arts et aux industries culturelles a toujours fait l'objet de revendications de la part de ces milieux parce qu'ils ont souvent l'impression qu'ils sont laissés pour compte.

On a mis sur pied des organismes d'aide comme les conseils des arts, la SODEC, Téléfilm Canada, des groupes de promotion comme les Conseils de la culture et Culture Montréal. On organise annuellement «la journée des musées», les «journées de la culture». On est en train de reposer toute la question de la gouvernance culturelle à Montréal. Un sommet est prévu pour le mois de novembre prochain.

Mais a-t-on conscience que le revenu moyen des artistes tournait autour de 12 000 \$ en 2005 ? Pour quelques-uns qui gagnent bien leur vie, des milliers vivent sous le seuil de la pauvreté.

Il faut se poser la question : et si on était trop conciliants et gentils dans le merveilleux monde des arts et de la culture ? Le Mouvement des arts et des lettres (le MAL) a obtenu des résultats en étant plus agressif.

Si on y allait par l'absurde, par le vide ? Si on lançait l'idée de «journées incultes» pendant la prochaine campagne électorale fédérale ? Si on fermait, pendant deux jours, tous les postes de télévision, de radio, les quotidiens, les bibliothèques, les librairies, les musées, les théâtres, les orchestres ?

Le financement public des arts et de la culture est une goutte d'eau dans l'océan des budgets publics au Canada. C'est, pourtant, la goutte d'eau la plus rentable...

En effet, si les budgets publics se voyaient gérés de façon aussi serrée que le sont les budgets dans le secteur des arts et de la culture, les gouvernements, partout au Canada, seraient tous en surplus. Il est inacceptable qu'on demande encore d'utiliser des arguments « économiques » et « administratifs » pour justifier le financement des artistes et des entreprises artistiques et culturelles.

Les secteurs de la santé et de l'éducation sont passés de l'époque révolue des « sœurs et des frères économes », comme on les appelait généralement avant la Révolution tranquille, à des services

« professionnels ». Pendant ce temps-là, le secteur des arts, tout en comptant lui aussi sur des professionnels bien formés, en restait, à toutes fins utiles, à l'époque des « sœurs et des frères économes », si on s'en tient aux moyens dont il dispose. Ces états de fait révoltent, accentuant une inéquité salariale et sociale grave.

Les dépenses en santé sont très importantes, mais les dépenses pour les arts et la culture sont plus déterminantes.

Qui véhicule notre identité, notre personnalité, notre image de renom à l'échelle nationale et internationale ? Les artistes et les artisans du « culturel », en tout premier lieu.

Chez nous, pour n'en nommer que quelques-uns, on n'a qu'à penser aux René Angélil, Denys Arcand, Anik Bissonnette, Michel Marc Bouchard, Denise Bombardier, Isabelle Boulay, Dominique Champagne, Robert Charlebois, Marie-Josée Croze, Rock Demers, Céline Dion, Réjean Ducharme, Denise Filiatrault, André-Philippe Gagnon, Rémi Girard, Yves Jacques, Marie Laberge, Dany Laferrière, Guy Laliberté, Guy A. Lepage, Robert Lepage, Édouard Lock, Gilles Maheu, Denis Marleau, Daniel Meilleur, Dominique Michel, Wajdi Mouawad, Lorraine Pintal, Luc Plamondon, Denise Robert, Gilbert Rozon, Alain Simard, Michel Tremblay... et tous ces autres qui, encore dans l'ombre, faute de moyens, se débattent pour propager leurs œuvres partout à travers le monde. Et cela, sans compter des institutions comme l'OSM, le TNM, le Rideau Vert, le Cirque du Soleil, Spectra, le Festival Juste pour Rire, etc.

Ils sont collectivement les ambassadeurs, toujours en avant-plan, de notre créativité, de notre dynamisme, de notre professionnalisme, de notre leadership par la « culture ». C'est à l'État de soutenir ce leadership.